



Etat du marché suisse des casinos en ligne (non régulé)

Une étude factuelle de la taille et de la dynamique du marché des casinos en ligne en Suisse en 2023

KPMG Suisse

Avril 2024

Résumé^a

En 2019, la Suisse a légalisé l'offre de services de jeux d'argent en ligne aux consommateurs suisses par l'introduction de la nouvelle loi fédérale sur les jeux d'argent. Celle-ci prévoit que les offres de casino en ligne doivent être fournies par des concessionnaires suisses agréés.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi, le marché suisse des casinos en ligne régulé est passé de 23 millions de francs suisses (en 2019) à 285 millions de francs suisses (en 2023) en l'espace de quatre ans. Actuellement, dix casinos en ligne suisses offrent activement leurs services aux joueurs en ligne suisses. Toutefois, au cours de cette même période, il est clairement apparu que le marché suisse était également la cible d'opérateurs non régulés en Suisse, agissant illégalement. Cette situation suscite un certain nombre de préoccupations, tant du point de vue des autorités de régulation (risque d'affaiblissement de la protection des joueurs, perte de recettes fiscales) que du point de vue des opérateurs titulaires d'une licence (concurrence déloyale).

Si la *nature* de ce défi est clairement comprise par l'autorité de régulation et les opérateurs de casinos en ligne, l'*ampleur* du problème reste floue, car le marché non régulé est par nature difficile à mesurer. Cette étude tente de fournir des faits et des informations supplémentaires sur la question afin d'alimenter le débat en cours entre toutes les parties intéressées sur la meilleure façon de réglementer le marché suisse des casinos en ligne.

L'étude s'appuie sur une large sélection de sources, notamment deux enquêtes en ligne personnalisées auprès de joueurs suisses, des entretiens avec des acteurs du marché (y compris des experts qui ont travaillé pour des opérateurs non régulés ciblant la Suisse) et des experts internationaux en matière de réglementation, une analyse du trafic Internet, ainsi que l'analyse de sources disponibles publiquement. Les principales conclusions de notre analyse sont les suivantes :

- Le marché des casinos en ligne non régulé (qui ne comprend pas les paris sportifs et les loteries en ligne) représentait environ 180 millions de francs suisses en 2023, ce qui signifie qu'il représente environ 40 % de l'ensemble du marché suisse des casinos en ligne (sur la base d'une fourchette de 30 à 45 % en fonction des différentes approches et sources). Cette partie du marché non régulée n'est pas soumise à l'impôt suisse sur les casinos et entraîne donc un manque à gagner fiscal pour l'AVS/AI d'environ 75 millions de francs suisses par an^b.
- Tous les acteurs du marché avec lesquels nous nous sommes entretenus, y compris ceux qui ont travaillé pour des opérateurs étrangers non régulés ciblant la Suisse, ont confirmé que la Suisse a toujours été considérée comme un marché attractif pour les opérateurs étrangers non régulés en raison des dépenses moyennes élevées par joueur.
- Plus de 85% des joueurs suisses qui utilisent des offres non régulées semblent ne pas être au fait de l'illégalité de ces offres. Ils accèdent aux services des opérateurs non régulés par des moyens traditionnels tels que les moteurs de recherche, l'accès direct à l'URL et les publicités en ligne, malgré les efforts de la commission fédérale des maisons de jeux (CFMJ) pour bloquer l'accès et la publicité de ces sites. Les mesures de contournement (par exemple, via un VPN) jouent un rôle dans certains cas, mais pas dans la majorité d'entre eux.
- Le nombre de nouvelles exclusions de jeux de joueurs suisses a considérablement augmenté depuis l'introduction de la loi fédérale sur les jeux d'argent (environ 12 000 nouvelles suspensions par an, soit ~5% de la base de joueurs chaque année). Cette forte augmentation des exclusions fait craindre aux casinos en ligne suisses titulaires d'une licence que les joueurs exclus se tournent vers des opérateurs offshore non régulés plutôt que de rester à l'écart du marché. Cette crainte est d'autant plus grande que nous avons constaté que les joueurs du marché non régulés sont plus dépensiers que la moyenne. Sur la base d'une enquête en ligne menée auprès de 150 joueurs suisses jouant sur le marché non régulé, nous avons constaté que certaines personnes interrogées (16%) se tournaient effectivement vers des offres non régulées parce qu'elles étaient exclues sur le marché légal. Toutefois, d'autres facteurs jouent également un rôle et semblent dans certains cas être plus importants. Ces

^a Traduction française du résumé de l'étude originale, rédigée en anglais. En cas de divergence entre les deux versions, la version originale en anglais prévaut.

^b Ce chiffre a été calculé sur la base d'un taux d'imposition moyen de 42 %, soit le taux d'imposition moyen prélevé en 2020 sur les casinos en ligne suisses titulaires d'une licence. Nos calculs reposent sur l'hypothèse d'une répartition identique de la taille des acteurs du secteur, compte tenu des mécanismes d'imposition progressive.

facteurs comprennent l'offre des jeux en ligne (31%), les méthodes et délais de retrait et de paiement (27%), la sécurité et la confiance accordée à la plateforme (27%), les bonus et promotions (23%), la rapidité et la facilité de création d'un compte (22%) ou les offres combinées (par exemple, casinos en ligne et paris sportifs, 21%), entre autres.

- Pour limiter efficacement l'accès aux opérateurs non régulés, il convient de tenir compte du comportement des différents acteurs de l'écosystème (c'est-à-dire non seulement l'autorité de régulation et des casinos en ligne suisses, mais aussi des fournisseurs de jeux ou de plateformes de jeux, des fournisseurs de services Internet, des annonceurs et des affiliés).
- Les mesures actuelles prises par la CFMJ pour limiter l'accès aux opérateurs non agréés (blocage des sites web, interdiction de publicité) sont reconnues par de nombreux acteurs du marché comme étant importantes et sont perçues comme ayant un certain effet. Cependant, ces mesures présentent encore des lacunes, dont certaines sont intrinsèquement difficiles à combler (par exemple, l'optimisation frauduleuse des moteurs de recherche, la difficulté d'intenter une action en justice contre des acteurs situés dans des juridictions hors d'atteinte) alors que d'autres sont en passe d'être comblées (par exemple, la mise en œuvre plus efficace de la liste de blocage par certains fournisseurs de services Internet, ou le blocage des sites web affiliés qui dirigent le trafic vers les opérateurs non régulés).

Sur la base des résultats mentionnés ci-dessus, l'étude examine diverses considérations réglementaires potentielles pour la Suisse, y compris leurs éventuels avantages et inconvénients ainsi que les défis qui en résultent. Les mesures examinées vont de celles qui pourraient être mises en œuvre dans le cadre juridique actuel (par exemple, la poursuite et l'intensification des efforts d'application actuels de la CFMJ, la sensibilisation des consommateurs, l'étude de la prévalence des "faux positifs" déclenchés par les concepts sociaux actuels) à celles qui nécessiteraient une révision de la loi fédérale sur les jeux d'argent ou de l'ordonnance fédérale sur les jeux d'argent si elles étaient envisagées (par exemple, l'étude de la combinaison des offres de casinos en ligne et de paris sportifs, le blocage des transactions financières, l'octroi d'une licence aux fournisseurs de jeux et de plateformes de jeux).

Cette étude a été mandatée par la Fédération Suisse des Casinos.



Spécificités de notre mandat

La présente étude a été réalisée par KPMG Suisse (KPMG) entre le 30 octobre 2023 et le 23 février 2024. Elle a été mandatée et payée par la Fédération Suisse des Casinos afin de fournir un résumé objectif et factuel de l'état actuel du marché suisse des jeux d'argent en ligne.

L'étude est basée sur des informations accessibles publiquement (par exemple, les rapports annuels de la Fédération Suisse des Casinos, de la CFMJ, des bases de données et des rapports spécifiques au secteur, etc.), ainsi que sur des entretiens avec divers acteurs du secteur des casinos, qui ont été menés de manière indépendante par KPMG (détails dans l'étude originale).

Le champ d'application de cette étude comprend spécifiquement les jeux de table en ligne (par exemple, le poker, le blackjack, etc., y compris les jeux en direct) et les jeux de machines à sous en ligne (conjointement appelés "jeux de casino en ligne"), mais exclut spécifiquement d'autres formes de jeux d'argent en ligne (comme les loteries et les paris sportifs, par exemple).

Cette étude exclut en particulier l'évaluation de l'impact sur la santé publique ou les coûts sociaux des jeux d'argent en général et des jeux d'argent en ligne spécifiquement.

La Fédération Suisse des Casinos s'est réservé le droit de mettre cette étude à la disposition des principales parties prenantes impliquées dans les décisions réglementaires et fiscales, ainsi que du grand public.

KPMG n'assume la responsabilité de cette étude qu'à l'égard de son client, la Fédération Suisse des Casinos. Nous n'acceptons aucune responsabilité envers d'autres tiers.

Pour plus de détails sur le contexte de l'étude et de ses résultats, veuillez consulter la version originale en anglais.



Copyright

© 2024 KPMG SA, société anonyme suisse, est une filiale de KPMG Holding SA, elle-même membre de l'organisation mondiale KPMG d'entreprises indépendantes rattachées à KPMG International Limited, une société à responsabilité limitée de droit anglais. Tous droits réservés.